

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 18 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEM

17 avenue de Rochetaillée
BP 117
42 010 Saint-Étienne

Références : UID4243-EAR-23-406
Code AIOT : 0006103464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2023 dans l'établissement STEM implanté 17 avenue de Rochetaillée 42000 Saint-Étienne. L'inspection a été annoncée le 19/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEM
- 17 avenue de Rochetaillée 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006103464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société STEM est spécialisée dans les dépôts chimiques ou électrochimiques pour la protection ou la décoration des métaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à l'étude technico-économique,
- calcul de la consommation spécifique,
- conditions de surveillance des rejets aqueux,
- suites de l'inspection de 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Suivi inspection 2022 – Désenfumage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets aqueux	Autre du 27/04/2022	Sans objet
2	Rejets aqueux	Autre du 27/04/2022	Sans objet
3	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 21	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
6	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
7	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 9.1.4	Sans objet
9	Suivi inspection 2022 – Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Sans objet
10	Suivi inspection 2022 – Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	Sans objet
11	Suivi inspection 2022 – classement ICPE	AP Complémentaire du 11/09/2019, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principales constatations sont :

- des travaux définis dans le cadre de l'étude technico-économique portant sur les rejets aqueux de l'entreprise ont été mis en œuvre et ont permis une réduction des niveaux d'émission,
- une non-conformité perdue relative à l'absence de désenfumage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Rapport d'analyse l'ETE du 27/04/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Étude technico-économique, plan d'actions
Prescription contrôlée : Suivi du plan d'actions proposé dans l'étude technico-économique du 22 décembre 2020 et des demandes formulées dans le rapport de l'inspection du 27 avril 2022. Extraits rapport : <ul style="list-style-type: none">• Au vu des éléments présentés au cours de la visite du 7 avril 2021, l'inspection accepte que le délai initial présenté pour la mise en place de l'évapo-concentrateur soit reporté à fin 2022.• Sous un délai de 3 mois, il précisera le délai de mise en œuvre des autres actions programmées encore non réalisées (augmentation du pH de filtration, aménagement du rinçage restant à réaliser de la ligne Zn tonneaux), l'échéance finale ne devra pas dépasser le 31 décembre 2022. Il apportera les informations demandées pour justifier de l'absence de Al, Pb et Cd dans les rejets.
Constats : Par courrier électronique daté du 31 mai 2022, l'exploitant avait adressé des premiers éléments de réponse au rapport de l'inspection, traitant notamment : <ul style="list-style-type: none">– des gains obtenus sur l'aménagement des rinçages,– de l'aménagement de l'ouvrage épuratoire,– de l'absence des paramètres Al, Pb et Cd dans les rejets. La visite, objet du présent rapport, a permis de faire un point sur l'état d'avancement des actions prévues ou engagées en regard des éléments transmis le 31 mai 2022 : <ul style="list-style-type: none">– <u>ligne Zn tonneaux, optimisation rinçage après décapage</u> : l'alimentation de ce poste par l'eau provenant du rinçage après dépassivation n'a pas pu être réalisée. Les bains sont trop éloignés, cela entraîne des longueurs de canalisations trop importantes et des problèmes de hauteur de liquide dans les cuves.– <u>ligne Zn attache, utilisation des rinçages après dépassivation pour alimenter rinçage après décapage</u> : compte tenu des niveaux de liquide à maintenir dans les cuves pour assurer un rinçage des pièces, l'exploitant redoute un retour des rinçages après décapage vers le rinçage après dépassivation, ce qui présente le risque de mélanger des résidus HCl avec des résidus d'acide nitrique. La piste est abandonnée.– <u>l'évapo-concentrateur</u>, destiné à traiter en circuit fermé les effluents de rinçage chargés en argent a été mis en place en novembre 2022. Cette installation est maintenant opérationnelle.– <u>Optimisation fonctionnement STEP , augmentation du Ph de précipitation</u> : Optimisation en cours de finalisation, actuellement, les réglages sont les suivants : pH de pré-neutralisation à 6,5 – 7,5 ; pH de neutralisation à 9,5. L'exploitant teste en parallèle un produit destiné à améliorer la précipitation des métaux. La cuve de neutralisation finale est opérationnelle.

<p>– <u>Al, Pb, Cd</u> : Dans son courriel du 31 mai 2022, l'exploitant atteste que ces paramètres ne sont pas susceptibles d'être présents dans les rejets. Il précise que les produits mis en œuvre ne contiennent pas ces éléments qui constitueraient une pollution dans les procédés de traitement. Il a toutefois précisé que ces paramètres seront analysés lors de la dernière analyse trimestrielle de l'année 2023. Ces résultats seront accessibles pour l'inspection via Gidaf, l'exploitant assurant régulièrement la saisie de ces contrôles externes de recalage. Par courriel du 11 décembre 2023 et suite aux échanges tenus au cours de la visite, il a complété son propos en indiquant que les produits mis en œuvre pour la coagulation/floculation ne contiennent pas d'aluminium.</p> <p>À ce stade, des pistes supplémentaires évoquées dans l'étude technico-économique telles que le recyclage des eaux traitées ou la mise en place d'un traitement de finition sur résines chélatentes n'ont pas été examinées. L'exploitant préfère d'abord fiabiliser le travail d'optimisation en cours au niveau de la STEP.</p> <p>Les éléments transmis et les constats permettent de répondre aux demandes du rapport de l'inspection du 27 avril 2022 visées par le présent point de contrôle.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Rapport d'analyse l'ETE du 27/04/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Étude technico-économique, plan d'actions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suivi du plan d'actions proposé dans l'étude technico-économique du 22 décembre 2020 et des demandes formulées dans le rapport de l'inspection du 27 avril 2022.</p> <p>Extraits rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avant le 31 janvier 2023, l'exploitant adressera un premier bilan de l'année 2022 présentant l'évolution des consommations d'eau, concentrations et flux des polluants rejetés. Il devra également permettre de justifier que le débit des effluents envoyés en entrée de station est inférieur ou égal à 2,7 m³/h afin de respecter sa capacité d'épuration. • Un second bilan sera établi 6 mois après la mise en service de l'évapo-concentrateur.
<p>Constats :</p> <p>Un bilan des consommations d'eau et des flux rejetés pour les principaux paramètres a été adressé à l'inspection par courrier électronique le 20 octobre 2023, il couvre la période janvier 2021 – mai 2023.</p> <p>Il permet de constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> – une diminution de la consommation spécifique. Sur un graphique présentant les résultats, en moyenne mensuelle, il apparaît qu'elle est inférieure à 4 l/m²/fdr depuis octobre 2022. L'ETE établie sur la base des données de l'année 2019 mentionnait une consommation spécifique de 5,3 l/m²/fdr. – une diminution des prélèvements d'eau. En prenant en référence le niveau d'activité de l'année 2019, une réduction de la consommation de 18,2 % a été observée en 2022. L'exploitant estime que cette réduction devrait être de 35,8 % en 2023, soit un gain supérieur à celui estimé dans l'ETE (28 %). – l'efficacité de l'évapo-concentrateur : le flux moyen mensuel rejeté pour le paramètre Ag est inférieur à 0,2 g/j depuis janvier 2023, la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral réglementant les rejets étant de 0,3 g/j. Avant la mise en service de cet équipement, le rejet était de l'ordre de 1 à

3 g/j.

– une tendance à la baisse pour le flux moyen mensuel rejeté pour les paramètres Cu, Ni et Zn. Les flux rejetés restent toutefois supérieurs aux valeurs limites d'émission actuellement applicables.

Pour le cas des analyses de mai 2023 :

– Flux moy Cu = 53,2 g/j, VLE = 10 g/j.

– Flux moy Ni = 21,1 g/j, VLE = 20 g/j.

– Flux moy Zn = 78,8 g/j, VLE = 60 g/j.

En comparaison, celles de janvier 2021 :

– Flux moy Cu = 74,7 g/j, VLE = 10 g/j.

– Flux moy Ni = 38,8 g/j, VLE = 20 g/j.

– Flux moy Zn = 153 g/j, VLE = 60 g/j.

– la capacité de traitement de la STEP, selon l'ETE est de 2,7 m³/h soit 64,8 m³/j. Les résultats saisis sur Gidaf montrent des dépassements réguliers de ce volume journalier jusqu'à l'été 2023. L'exploitant a détecté un dysfonctionnement du débitmètre mesurant le débit rejeté. Il était positionné entre deux cuves et des phénomènes de retour d'eau faisaient que des volumes d'effluents étaient comptés deux fois. Le problème a été traité après la fermeture de l'été 2023. Les résultats saisis sur Gidaf en septembre 2023 montre un rejet quotidien inférieur à 64,8 m³/j. D'après le réglage des débitmètres alimentant les lignes, le débit en entrée de station devrait être de 2,3 m³/h (1,3 ligne Zn tonneaux, 0,8 pour ligne Zn attache et 0,2 pour ligne Sn/Ag). À noter que ce débit prend en compte une alimentation en continu d'un bain d'activation nitrique (env 500 l/h). Lors de la rédaction de l'ETE, ce dispositif n'existait pas, le bain était vidangé régulièrement.

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de répondre aux demandes du rapport de l'inspection du 27 avril 2022 visées par le présent point de contrôle.

Observations :

L'exploitant doit veiller à la maîtrise des volumes d'eau à traiter au niveau de sa station d'épuration, afin de respecter sa capacité de traitement optimale de 2,7 m³/h.

Concernant le non-respect des valeurs limites d'émissions (notamment Cu, Ni, Zn) : compte tenu des travaux d'améliorations conduits au niveau de la STEP, et considérant la communication par le gestionnaire de l'ouvrage épuratoire urbain des abattements obtenus sur ces paramètres avant rejet au milieu naturel, l'inspection proposera prochainement à monsieur le préfet de la Loire un arrêté préfectoral modificatif avec des nouvelles valeurs limites d'émission prenant en compte :

– les nouvelles performances de la STEP de STEM,

– l'abattement complémentaire de l'ouvrage épuratoire communal.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet spécifique
Prescription contrôlée : Extrait : Le rejet spécifique d'eau n'excède pas 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.
Constats : Les éléments transmis par l'exploitant et rappelés dans les précédents points de contrôle montrent que la valeur limite de 8 l/m ² /fdr est respectée. Au cours de la visite, l'exploitant a présenté la méthode mise en œuvre pour calculer ce rejet spécifique : <ul style="list-style-type: none">– calcul effectué ligne par ligne,– les pièces traitées le plus régulièrement ont été utilisées pour déterminer la surface moyenne par "charge",– la surface des outillages a été augmentée suite la réalisation de l'ETE,– le nombre de charges passé sur chaque ligne est compté automatiquement par un système de supervision,– les compteurs d'eau alimentant chaque chaîne sont relevés par les opérateurs. L'exploitant a présenté un tableau tiré de l'outil de supervision permettant de visualiser notamment le nombre de charges, l'opérateur en poste et les relevés de compteurs. La méthode présentée montre que l'exploitant a assimilé le rejet spécifique à la consommation spécifique, méthode de calcul prévue par l'article 21 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant assure, avec son propre matériel de prélèvement et d'analyse, une autosurveillance des effluents rejetés pour les paramètres visés par son arrêté préfectoral (pH, température débit, métaux ; fréquence continue, journalière ou hebdomadaire). La totalité des paramètres sont contrôlés par un organisme agréé selon une fréquence trimestrielle ou annuelle.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour la vérification de son matériel d'analyse, l'exploitant réalise une fois par an un étalonnage à partir kit spécifique dédié (vérification de longueurs d'ondes pour plusieurs échantillons, le dernier rapport de vérification datant du 20 novembre 2023 a été présenté, il montre que toutes les longueurs d'ondes testées sont dans les plages de tolérance).</p> <p>Les contrôles externes de recalage permettent également de vérifier la représentativité des analyses effectuées. Ces contrôles sont confiés au laboratoire BEVAC. Ce dernier effectue le prélèvement, il dispose d'une accréditation Cofrac valable jusqu'au 31/08/2028. Ce document précise la capacité du laboratoire à effectuer des échantillonnages en vue d'analyses physico-chimiques en application de la norme FD T 90-523-2.</p> <p>Les analyses sont ensuite sous-traitées au laboratoire Eurofins Hydrologie Centre Est (les analyses sont réalisées par différentes entités du groupe Eurofins, en fonction des paramètres et des accréditations Cofrac nécessaires).</p> <p>L'organisme en charge des contrôles externes de recalage effectue une fois par an un audit de contrôle du système de prélèvement mis en place par l'exploitant. Le rapport du dernier contrôle daté du 6 juin 2023 établi par BEVAC a été présenté, il indique les mesures réalisées sur le préleveur (volume prélevé, nombre d'échantillons, etc.), le débitmètre, le pH mètre et la sonde de température sont conformes. Les références normatives visées pour ce contrôle sont les normes NF EN ISO/CEI 17025, méthode interne et NF X 10-311. Ces normes ne correspondent pas à celles énoncées dans le guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE.</p>
<p>Observations :</p> <p>Lors du prochain contrôle de son système de prélèvement, l'exploitant doit veiller à ce que le contrôle soit effectué en s'appuyant sur les normes visées par le guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE (édité par le ministère de la Transition Écologique, version février 2022). À défaut, il justifiera que les normes visées par le l'organisme en charge des contrôles externes permettent d'atteindre le même niveau d'exigences que les normes visées par la guide ministériel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : La fréquence des contrôles externes de recalage programmée par l'exploitant est trimestrielle en application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. Le laboratoire en charge de ces contrôles réalise les prélèvements avec son propre matériel. L'exploitant fait des inter-comparaisons lors de ces contrôles externes de recalage. Les tableaux de synthèse présentés pour les années 2022 et 2023 montrent globalement que les résultats obtenus sont du même ordre de grandeur. Toutefois, il a été constaté qu'une seule inter-comparaison a été réalisée au cours de l'année 2023.
Observations : Dès le prochain contrôle externe de recalage, l'exploitant doit veiller, à chacun de ces types de contrôle, à réaliser une inter-comparaison avec son propre matériel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article 9.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Nature et fréquence des analyses
Prescription contrôlée : Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence semestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux. pH, conductivité, température, Eh (potentiel RedOx) Hydrocarbures totaux Chrome VI et Chrome III Nickel Argent Cuivre Fer Etain Zinc Ils seront complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols. Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

Constats :

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon la fréquence imposée au niveau des 3 ouvrages présents sur le site. Les résultats de ces analyses sont régulièrement saisis sur Gidaf.

Au cours de la visite, l'exploitant a présenté les rapports des deux dernières campagnes d'analyses. Le sens d'écoulement de la nappe ne peut pas être déterminé à partir de ces rapports, le nivellement NGF n'est pas effectué.

L'exploitant précise toutefois le niveau NGF lors des déclarations Gidaf, à partir de sa connaissance du site et des relevés de hauteur d'eau fournis par le laboratoire. À partir de ces indications, il semblerait que le piézomètre aval soit l'ouvrage pz2 situé dans les ateliers. Il s'agit de l'ouvrage le plus impacté, principalement en Zn et Fe (Zn = 2 300 µg/l ; Fe = 12 000 µg/l ; Cu = 400 µg/l ; Ni = 23 µg/l pour le prélèvement réalisé en septembre 2023).

Le rapport précise que ces valeurs sont inférieures aux valeurs prises en référence (à priori valeurs OMS). L'inspection constate que certaines de ces valeurs sont supérieures aux valeurs fixées par l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine (cas du Ni = 20 µg/l, Fe = 200 µg/l).

Un examen des résultats saisis dans Gidaf semble montrer que pour cet ouvrage les teneurs mesurés en 2022 et 2023 sont en hausse par rapport aux années précédentes.

Observations :

Dès la prochaine campagne d'analyse, l'exploitant veillera à ce que les rapports établis par l'organisme de contrôle mentionnent le niveau NGF de la nappe afin d'en confirmer le sens d'écoulement.

Après réception de la prochaine campagne d'analyses des eaux souterraines et si la hausse des valeurs mesurées est confirmée, il apportera ses commentaires sur l'évolution des concentrations au niveau de l'ouvrage Pz2 (des événements particuliers se sont-ils produits : déversement, travaux, incident, etc.)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suivi inspection 2022 – Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II

Thème(s) : Risques accidentels, Présence de DENFC

Prescription contrôlée :

Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »

Suivi inspection 2022, point de contrôle n°1, non conformité :

Le bâtiment abritant les lignes de traitements de surfaces n'est pas équipé de dispositifs de désenfumage. L'exploitant a indiqué que le bâtiment date du début des années 1900 et il n'en est pas le propriétaire.

Il est proposé à madame la préfète de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de fournir un plan d'actions prévoyant la mise en conformité des installations sous un délai de 3 mois. Les délais indispensables à chacune des principales étapes du chantier seront argumentés. L'exploitant visera le 31 décembre 2023 pour la mise en conformité des installations. Tout retard en regard de cet objectif devra être argumenté techniquement.

Constats :

Dans le cadre de la période contradictoire préalable à la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure proposé, l'exploitant a transmis des éléments mentionnant les difficultés pour mettre en conformité les installations (bâtiments des années 1900) et précisant que la mise en demeure n'était pas nécessaire pour qu'il s'engage dans un processus de mise en conformité des installations.

En réponse, par courrier du 19 septembre 2022, la direction départementale des populations a indiqué suspendre l'arrêté de mise en demeure dans l'attente :

- de la fourniture des premiers devis,
- de la transmission du plan d'action demandé avant le 1er octobre 2022.

Par courriels successifs, l'exploitant a informé l'inspection des actions mises en œuvre.

Dès juin 2022, il a pris contact avec des entreprises spécialisées pour obtenir des devis. Selon un tableau de synthèse transmis, il a rencontré des difficultés pour que les prestataires consultés établissent des devis de mise en conformité : 2 entreprises spécialisées et reconnues dans le domaine ont refusé d'établir un devis, une troisième n'a jamais apporté de réponse, le chantier apparaissant trop complexe au vu des bâtiments.

Au final 3 devis ont été obtenus pour un coût variant de 96 k€ à 259 k€.

Dans un courrier daté du 15 novembre 2023, l'exploitant a indiqué souhaiter re-consulter les prestataires afin qu'ils prennent en compte précisément la réglementation applicable :

Art 3.II de l'AM du 30 juin 2006 dans sa rédaction applicable aux installations régulièrement autorisées avant la parution de l'arrêté du 20 avril 2023 :

Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

L'exploitant a pris contact avec le propriétaire des bâtiments (indivision familiale) qui "ne veut pas entendre parler de ces travaux à engager".

Aussi, STEM a entrepris la démarche d'acquérir le terrain et les bâtiments :

- 40 % a été acheté le 9 juin 2023,
- 40 % supplémentaires devraient être acquis au cours du 1er trimestre 2024,
- des contacts sont en cours pour les 20 % restants.

Dans son courrier daté du 15 novembre 2023, l'exploitant s'est engagé à réaliser les investissements nécessaires dès qu'il sera propriétaire des bâtiments et que toutes les caractéristiques techniques pour la mise en conformité auront été cernées (notamment dans le cadre de la deuxième consultation citée ci-avant).

Non-conformité : Les installations ne respectent toujours pas les dispositions de l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.

L'inspection note que l'exploitant engage des démarches pour la mise en conformité des installations, malgré les difficultés rencontrées.

Sous un délai de 6 mois, un nouveau point d'étape sera transmis à l'inspection (acquisition des bâtiments, devis mis à jours). En l'absence d'éléments justifiant de la volonté de mettre en conformité les installations, il pourra être proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Suivi inspection 2022 – Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement
Prescription contrôlée : Suivi inspection 2022, point de contrôle n°7, observation : Sous un délai de 3 mois, l'exploitant déterminera le volume des eaux d'extinction d'incendie à mettre en rétention. Ce calcul pourra être réalisé à partir de l'instruction technique D9A accessible ici : https://www.cnpp.com/Groupe/Livres-blancs-et-guides/D9A-GUIDE-PRATIQUE-de-dimensionnement-des-retentions-des-eaux-d-extinction Il comparera le résultat obtenu avec le volume susceptible d'être retenu sur le site. En cas d'incompatibilité, des propositions d'améliorations devront être fournies.
Constats : Par courrier daté du 15 novembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection un calcul de dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction d'incendie établi en application de l'instruction D9A. Selon ce calcul, le volume à mettre en rétention s'élève à 234,7 m ³ . STEM est installée dans un espace cerné par des murs et bâtiments, excepté au niveau de l'accès qui est en point haut, cet ensemble forme une capacité rétention. Le volume disponible a été déterminé par l'exploitant à partir des côtes NGF du site et s'élève à 1921.15 m ³ . Remarque : L'inspection note que dans le calcul D9A, l'exploitant a omis de prendre en compte le volume des baignoires de rinçage. Cette erreur est sans incidence sur la conclusion finale, le volume de rétention disponible étant nettement supérieur au besoin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Suivi inspection 2022 – Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Organes de commande
Prescription contrôlée : Suivi inspection 2022, point de contrôle n°8, non conformité : Sous un délai de 6 mois, l'exploitant doit modifier cette installation afin que cet équipement puisse être accessible et gonflé en toute circonstance.
Constats : Suite à la précédente inspection, l'exploitant a mis en place un nouveau dispositif d'obturation au niveau de la canalisation principale permettant d'évacuer les eaux pluviales et eaux usées du site (les réseaux eaux pluviales et eaux usées industrielles se "rejoignent" au niveau d'une grille, immédiatement en amont de l'obturateur. Selon l'exploitant, le réseau de collecte communal est unitaire). L'obturateur est du type cylindrique gonflable autonome, le coffret de déclenchement est installé sur la façade extérieure d'un bâtiment, à proximité de l'accès principal du site. La visite des installations a permis toutefois d'identifier la présence de deux grilles d'eaux pluviales (une à proximité du bâtiment de stockage des déchets, l'autre à proximité du bâtiment de stockage des outillages) qui, en première approche, pourraient être raccordées à la canalisation principale en aval de l'obturateur.

Observations :

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant précisera la destination des eaux pluviales collectées au niveau des deux grilles identifiées au cours de la visite (à proximité des bâtiments déchets et outillages). Si elles sont effectivement raccordées en aval de l'obturateur réseau, il fournira un échancier de mise en conformité des installations avec un objectif de fin qui devra être justifié compte tenu de la nature des travaux à mettre en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Suivi inspection 2022 – classement ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/09/2019, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Volume total des bains de traitement

Prescription contrôlée :

Suivi inspection 2022, point de contrôle n°13, non conformité :

Les conditions d'exploitation du site ont été modifiées sans qu'un dossier de porter à connaissance soit transmis à madame la préfète de la Loire conformément aux dispositions de l'article R 181-46 du Code de l'environnement. Un tel dossier doit être fourni sous un délai de 6 mois, accompagné de tous les éléments d'appréciation nécessaires. Le volume de référence à prendre en compte est de 43 400 litres correspondant au volume autorisé dans le dernier arrêté préfectoral signé après enquête publique (arrêté du 15 novembre 1995).

Constats :

Par courrier daté du 15 novembre 2023, l'exploitant a apporté des éléments de réponses sur l'évolution des volumes de bains. Cette évolution n'est pas liée à l'ajout de nouvelles lignes de traitement, mais à l'évolution des lignes existantes pour différents motifs :

- environnementaux et/ou sécuritaires : substitutions de produits et/ou formulations par des mélanges moins toxiques pour l'environnement et/ou la santé,
- techniques : remplacements et/ou mise en place de mélanges pour répondre à des évolutions techniques demandées par les donneurs d'ordres.

Quelques exemples :

- remplacement des bains cyanurés par un procédé sans cyanure,
- suppression du chrome VI,
- mise en place de bains zinc-nickel qui permet de remplacer entre autres le zingage avec passivation jaune bichromatée.

Observations :

Les éléments présentés semblent montrer que l'augmentation des volumes de bains ne constituerait pas une modification substantielle. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement proposé à monsieur le préfet de la Loire afin d'acter cette évolution.

Type de suites proposées : Sans suite